

DÉCLARATION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, NOTAMMENT SUR LES RELATIONS FRANCO-SYRIENNES, LES POURPARLERS ISRAËLO-SYRIENS ET SUR LA QUESTION DU NUCLÉAIRE IRANIEN, À DAMAS LE 4 SEPTEMBRE 2008.

4 SEPTEMBER 2008 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et Messieurs, mes chers compatriotes,

C'est un grand plaisir pour moi d'être avec vous ce matin. Je sais qu'il y a plus de 3000 Français en Syrie, à Damas, à Alep, où nous avons notre plus ancien consulat dans le monde. Je salue tous ces Français de toutes les villes de Syrie que j'ai moi-même autrefois, eu le bonheur de parcourir à titre privé.

Franchement, j'ai fait d'autres choses qui méritent qu'on applaudisse. Maintenant, c'est sympathique ! Je suis donc venu vous voir avec le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, avec plusieurs parlementaires, Patrick Devedjian, Christian Estrosi, Hervé de Charette, Gérard Bapt, qui est le président du Groupe d'amitié France-Syrie de l'Assemblée nationale, le sénateur Philippe Marini, qui est le président du Groupe d'amitié France-Syrie du Sénat. Je suis également venu avec des personnalités culturelles, Dominique Baudis, le président de l'Institut du monde arabe, Henri Loyrette, qui est le président-directeur du musée du Louvre, car la culture est le terrain de complicité par excellence entre la Syrie et la France. Je n'oublie pas Bernard Boucault, qui est le directeur de l'Ecole nationale d'administration, le Président Bachar AL-ASSAD étant très attentif à la collaboration qu'on peut avoir avec l'ENA pour former le maximum de hauts fonctionnaires syriens. J'ajoute un certain nombre de dirigeants d'entreprises comme Christophe de Margerie, Président de TOTAL, Jacques Saadé et Etienne Mougeotte qui nous fait le plaisir d'être ici.

La raison de ma présence est d'inaugurer ce matin avec vous ce très beau lycée Charles de Gaulle. C'est un modèle de ce que l'on peut construire dans le respect des normes d'économies d'énergie et d'environnement. Il offre un cadre exceptionnel pour permettre aux jeunes françaises et syriennes de mieux préparer leur avenir.

Ces réalisations sont le résultat de beaucoup de travail et d'investissement, de la part de l'Association des Parents d'élèves. Je voudrais vous féliciter. Vous êtes des gens qui vous êtes pris en main, vous n'avez pas simplement attendu que tout le monde vous aide, vous avez pris des risques, vous vous êtes engagés, eh bien, l'Etat sera à vos côtés. Je trouve cela formidable d'être à ce point attaché à l'établissement de ses enfants, que celui qui consiste à faire un emprunt, à y aller. On ne vous laissera pas tomber. Et je trouve que c'est merveilleux d'avoir des gens qui sont engagés à ce point. Je veux saluer également les équipes du lycée, du service culturel, le proviseur. Que tous en soient remerciés ainsi que les autorités. Je salue ici la présence du ministre de l'Education et du gouverneur de Damas, à qui nous devons beaucoup. Je salue également la générosité des donateurs publics et privés, qui se sont mobilisés pour que ce lycée puisse voir le jour.

Comme vous le savez, j'ai pris l'engagement de la gratuité scolaire pour les Français de l'étranger. J'ai eu du mal à faire triompher cette idée. Mais enfin, j'ai toujours pensé, ce que je continue de penser, que ce n'est pas juste que lorsqu'on scolarise ses enfants dans un lycée ou un collège en métropole, cela soit la gratuité et lorsqu'on est à l'étranger on soit obligé de payer et de payer parfois fort cher dans un pays qui est attaché à l'égalité. Voilà une belle injustice. Tout cela est très contesté par beaucoup de gens, cela m'est d'ailleurs totalement indifférent. Je crois à la justice. Ici, c'est un lycée français, un lycée public français. Je ne vois pas au nom de quoi les règles qui s'appliquent pour les lycées publics français sur le territoire de la métropole ne seraient pas les mêmes que celles qui s'appliquent pour les lycées français publics ailleurs. Alors on peut dire aux Français : « allez, il faut conquérir le reste du monde, il faut faire triompher la France, il faut défendre nos intérêts, mais naturellement, en récompense, vous payerez pour la scolarité de vos enfants ». C'est exactement le contraire du message que je souhaite donner. C'est la raison pour laquelle on a commencé par faire la gratuité en terminale, la gratuité en première. Alors on me dit : « pourquoi on a commencé par là ? ». J'aurais commencé par la maternelle on m'aurait dit : « Et pourquoi tu commences par la maternelle ? ». J'ai surtout commencé

par le haut parce que c'était plus cher. J'ai besoin de votre aide parce qu'on me dit que ce n'est pas populaire cette mesure. Si vous préférez payer, n'hésitez pas à me le dire ! Il y a le système fameux français des bourses. Les bourses cela aurait été plus juste me dit-on. Les bourses, je connais bien le système. Celui qui pourrait en avoir n'en a jamais. J'ajoute, d'ailleurs, que la conception que j'ai des entreprises - je le dis aux chefs d'entreprise qui sont ici - est que les entreprises gagnent des parts de marché, que les entreprises soient les plus compétitives mais ce n'est absolument pas aux entreprises de payer pour la scolarité des enfants des expatriés. Je ne vois d'ailleurs pas au nom de quoi on devrait leur imposer spontanément cette charge. Et je vais vous dire une chose : j'ai été élu à l'élection présidentielle, sur un projet. Dans ce projet, il y avait cette mesure. Eh bien, j'ai bien l'intention de mettre en oeuvre toutes les mesures sur lesquelles j'ai été élu. Pas parce que je les ai promises. C'est plus grave que cela, parce que, quand j'ai promis, j'y croyais. Et il se trouve que je suis l'un des rares hommes politiques qui ne change pas d'avis après avoir été élu. Ce qui est une spécificité, je l'entends bien. Et je veux qu'on ait plus de lycée comme celui-ci, qu'on développe notre implantation et qu'on puisse accueillir un maximum. Alors on verra, je sais parfaitement ce que cela pose comme problème puisqu'ici il y a la moitié des enfants qui sont syriens. Je ne dis pas que c'est un problème, je dis cela pour le financement. On peut trouver des solutions. Je suis très attaché à l'égalité. Et je le dis aux parlementaires qui sont ici, qui sont de gauche ou de droite, je suis sûr que je trouverai un soutien parmi tout le monde.

Je voudrais également vous dire qu'ici c'est la Syrie. Vous êtes attachés à la relation franco-syrienne et vous avez dû certainement souffrir ces dernières années de la situation dans laquelle se sont trouvés nos deux pays.

Dans la relation franco-syrienne, il y a le dialogue politique. J'ai considéré, avec Bernard KOUCHNER, qu'il fallait relancer le dialogue politique dans la clarté et avec des objectifs précis.

Ma conviction, c'est que la France doit se réconcilier avec tous ceux qui sont prêts à évoluer et qui le prouvent par des gestes concrets. J'ai pris la responsabilité d'inviter à Paris, en juillet dernier, le président Bachar Al-Assad. Il y avait le Sommet de la Méditerranée, il y avait le 14 juillet. Qu'est-ce que j'ai entendu ce jour-là ! J'allais trop vite, trop loin, je pêchais par naïveté. Remarquez, en France, quand on fait quelque chose on en fait toujours trop. Je pense au contraire qu'on n'en fait jamais assez. Un torrent de critiques. Mais, avec Bernard KOUCHNER, on a assumé ce choix. Pourquoi ? Parce qu'en mai dernier, la Syrie a montré qu'elle ne s'opposerait pas à un règlement politique au Liban, parce que la Syrie a montré qu'elle était prête à reprendre les discussions - fussent-elles indirectes pour l'instant - avec Israël. Alors, si les Syriens et les Israéliens commençaient des discussions indirectes, si au Liban cela s'améliorait, qu'est-ce qu'on devrait faire ? On devrait leur dire : « non, non cela ne va pas dans la bonne direction, on reste chez nous, on ne prend pas de risques, on reste tranquilles » et on continue, comme depuis plusieurs années, à s'ignorer.

Le Liban, d'abord. C'est à Paris que les présidents Assad et Sleimane ont annoncé en présence de l'Emir du Qatar, leur décision d'établir des relations diplomatiques. Qui peut penser que ceci se serait fait si on n'avait pas pris cette initiative de reprendre le dialogue franco-syrien ? Cette décision a été officialisée avec le sommet syro-libanais qui s'est tenu à Damas les 13 et 14 août. Je comprends que la désignation d'ambassadeurs sera effectuée dans des délais rapprochés. Au-delà de sa portée symbolique, cette étape constitue une clé de l'établissement de relations apaisées entre ces deux pays. La France attache une grande importance à la souveraineté, à la stabilité et à l'indépendance du Liban. C'est un engagement sur lequel nous ne reviendrons pas, Bernard KOUCHNER et moi. Qui peut penser qu'on peut garantir l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité du Liban sans avoir une discussion avec la Syrie compte-tenu des liens entre les deux pays ? J'affirme être un ami du Liban et nous sommes des amis du Liban. C'est reprendre dans la clarté des conversations, des discussions avec les Syriens et les accompagner sur ce chemin de cette politique qui garantira l'indépendance et la souveraineté du Liban. J'ai dit au Président Assad mon souhait que cette évolution se poursuive. Je le redirai tout à l'heure, lors du sommet quadripartite qui réunira les présidences en exercice du Conseil de l'Union européenne, de la Ligue arabe et du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe, ainsi que le Premier ministre turc.

Ce sommet permettra également d'évoquer les discussions indirectes entre la Syrie et Israël, sous les auspices de la Turquie. La France, qui a toujours soutenu les droits de la Syrie sur le Golan, ne

auspices de la Turquie. La France, qui a toujours soutenu les droits de la Syrie sur le Golan, ne ménagera aucun effort pour appuyer et garantir l'établissement de la paix entre ce pays et Israël. Je l'ai dit, je me suis engagé au service de la garantie de la sécurité d'Israël, il n'y a pas deux langages. Les Syriens et les Israéliens ont des négociations indirectes. On veut les pousser à avoir des négociations directes et le moment venu, j'ai été sensible au fait que le Président Bachar AL-ASSAD demande à la France de co-parrainer ces discussions directes. Le seul fait qu'on puisse évoquer les discussions directes entre Israël et la Syrie pour faire la paix, mais comment on fait la paix si on ne se parle pas ? Et n'est-ce pas plus utile, plus intelligent d'encourager des gens qui commencent à se parler plutôt que de les ignorer dans une région aussi sensible, aussi complexe, aussi difficile ? Eh bien, si le Président Bachar AL-ASSAD veut aller vers des discussions directes, le rôle de la France c'est de l'aider, c'est de le soutenir, c'est de l'encourager et de donner, avec nos amis américains, les garanties nécessaires pour que les conditions de la confiance reprennent entre Israël et la Syrie.

Avec le président Assad, j'ai également souligné l'importance que la France attache à la question des droits de l'Homme. Je voudrais redire ici ma conviction qu'un respect scrupuleux de la liberté d'opinion constitue un atout, et non un handicap, dans la lutte contre l'extrémisme. Et là encore, je me demande comment la France pourra faire progresser les idées des droits de l'Homme si elle ne discute avec personne. Remarquez, c'est tranquille, de ce côté-là : on attendra d'avoir une table au Café de Flore, boulevard Saint-Germain et entre personnes qui partagent les mêmes opinions, on refera le monde. Ce sera agréable et d'une inefficacité totale. La question des droits de l'Homme, les valeurs de la République française on peut les défendre, en parler avec les gens en leur expliquant qu'on respecte leur histoire, leur identité, leurs propres valeurs mais qu'on essaye de les accompagner là-aussi. Comment lutter contre l'extrémisme, comment garantir la laïcité en Syrie ? C'est un sujet très important, ce n'est pas rien. On se souvient ce qui s'est passé avec les frères musulmans il y a quelques décennies, ici. Et nous, nous pensons que la liberté d'opinion c'est la meilleure façon. Ce n'est pas forcément qu'on ait raison mais on veut échanger, discuter. Je suis gré au Président Bachar AL-ASSAD de la franchise de nos échanges. La liberté avec laquelle on peut évoquer ces sujets de la même façon que j'ai évoqué avec lui le problème du Tribunal. Nous n'accepterons pas l'impunité s'agissant de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafik HARIRI. Nous voulons que le Tribunal fasse son travail, que chacun s'explique dans la transparence. C'est cela que peut apporter la France : discuter, parler, avancer. Nous avons évoqué un dernier dossier, celui de l'Iran. J'ai rappelé l'inquiétude que nous inspire comme à l'ensemble de la communauté internationale, l'attitude de défi qu'a adoptée l'Iran sur la question du nucléaire. La Syrie a avec l'Iran des liens étroits. La Syrie peut éclairer les dirigeants iraniens sur les responsabilités qui leur incombent, vis-à-vis de leur propre peuple, comme vis-à-vis de la sécurité régionale. Et c'est très important pour nous, il faut convaincre les dirigeants iraniens qu'ils conduisent leur pays dans une impasse. Le Président Bachar AL-ASSAD peut aider, lui qui entretient une relation de confiance, à faire comprendre ces enjeux. Et, là-aussi, la France, telle que nous la voyons, Monsieur KOUCHNER et moi, la France a une vocation au service de la paix. Et pour faire la paix, il faut prendre des risques, il faut discuter. Si on ne va que dans les capitales où on partage totalement notre opinion, alors là, on aura moins de critiques mais on aura moins de résultats aussi.

Il n'y a pas que la dimension stratégique dans la relation entre les Français et les Syriens. Il y a des liens culturels, il y a la francophonie ici, il y a des intérêts économiques extrêmement importants. J'observe d'ailleurs que ces dernières années, où toute l'Europe était sensée ne pas avoir de lien avec la Syrie, j'observe que pour un certain nombre de partenaires pendant cette période, les échanges économiques et commerciaux ont beaucoup augmenté et ils ont beaucoup diminué pour la France. J'envoie cela à ceux qui trouveraient que je suis venu trop vite. Je suis peut-être venu trop vite mais il y en a qui sont partis trop tard. Il est tout à fait normal que nous venions défendre les intérêts de nos entreprises, les emplois des Français, le commerce extérieur français qui en a bien besoin. Et il y a ici des perspectives pour Vinci avec l'aéroport de Damas, pour TOTAL, pour le groupe de M. SAADE sur les ports, notamment les ports en eaux profondes. Il y a les avions, il y a beaucoup de choses qu'on peut faire et beaucoup d'échanges culturels qui sont à mes yeux extrêmement importants. J'ajoute que j'ai été sensible, je le dis au Ministre de l'éducation nationale syrien, à la décision qu'a prise le Président Bachar AL-ASSAD sur l'apprentissage du français, sur les liens des universités syriennes avec les universités françaises. On aimerait que dans tous les pays il y ait un même engagement en faveur de la

francophonie. J'en connais d'autres des pays avec lesquels nous avons des liens très anciens où le français n'a pas toujours été à pareille fête. Que les choses soient claires. Je le dis sans aucune espèce de complaisance. Je le dis parce qu'à mes yeux c'est la vérité.

Et puis, je voudrais remercier l'ambassadeur Michel Duclos de son travail, de son engagement ici. Je voudrais terminer en vous disant une chose : j'ai beaucoup parlé de la Syrie et de la France. Regardez-là bien la France, c'est votre pays, elle bouge, elle change, il faut la moderniser. Et vous, qui êtes au contact du vaste monde, n'hésitez pas à dire que le monde bouge. Comment la France pourrait-elle rester immobile dans un monde qui bouge ? La France a besoin de se moderniser, elle a besoin de se changer, elle a besoin de porter un programme de réformes tous azimuts. Parce qu'elle en a besoin, parce que pendant trop longtemps tout ceci avait un peu sommeillé. Le monde ne nous attend pas. Ce n'est pas une question d'idéologie pour le gouvernement et pour moi-même. Si le monde bouge et que la France ne bouge pas, comment va-t-on défendre nos emplois ? Comment va-t-on défendre notre pouvoir d'achat ? Comment va-t-on pouvoir avancer, résister, rester cette grande puissance à nulle autre pareil dont le monde a besoin ? Ce n'est pas le lieu de faire un discours politique, encore qu'un homme politique fasse un discours politique, franchement ce n'est pas un drame, cela peut même éventuellement se comprendre. Ce n'est pas quelque chose d'interdit. Enfin, si jamais vous aviez envie de dire aux familles : on l'a vu, il faut le soutenir, dans le fond ce ne serait pas désagréable !
Bonne journée !